

## Un programme politique pour le PSE

Défis et enjeux,  
un point de vue allemand

**Björn Hacker / Gero Maass**

- *Les défis économiques, sociaux et écologiques du XXI<sup>ème</sup> siècle sont par nature transnationaux. La social-démocratie ne pourra saisir sa chance en Europe qu'en étant unie, et ainsi concrétiser l'ambition qu'elle a elle-même formulée : agir sur la construction européenne et la mondialisation.*
- *Dans ce contexte, Sigmar Gabriel, le Président du SPD, a proposé lors du dernier congrès du Parti socialiste européen (PSE) l'élaboration d'un programme politique commun à tous les partis sociaux-démocrates d'Europe.*
- *Ce projet ambitieux intervient après des défaites électorales, alors que la « troisième voie », modèle dominant de la décennie écoulée, a visiblement atteint ses limites, au moment où la social-démocratie doit se repenser et se redéfinir partout en Europe.*
- *Les auteurs présentent les objectifs et les obstacles d'une narration sociale-démocrate de l'Europe, et formulent, dans une perspective allemande, les premiers éléments d'un travail programmatique commun.*

---

**Dr. Björn Hacker** est chargé de recherche au département analyse politique internationale de la Fondation Friedrich Ebert à Berlin.

**Dr. Gero Maass** dirige le département analyse politique internationale de la Fondation Friedrich Ebert à Berlin.

## Le double défi : une refondation tant au plan national qu'au plan européen

Le congrès du Parti socialiste européen (PSE) qui s'est tenu à Prague en décembre 2009 ne s'est pas contenté de dresser le bilan de l'échec des élections européennes. D'une part, sur le fond, le congrès s'est tourné vers l'avenir, en identifiant les priorités essentielles de la politique européenne que constituent pour les prochaines années le retour à plus de réglementation des marchés financiers, la lutte contre le changement climatique et la revendication d'un pacte de progrès social. D'autre part, il a été décidé de renforcer les institutions du PSE, notamment en convenant d'une plus étroite coopération entre les dirigeants des partis, d'une ouverture plus volontaire à d'autres groupes et acteurs de la société, d'une intégration plus ciblée du prochain manifeste électoral du PSE dans les programmes des partis membres lors des prochaines élections européennes, et de la désignation d'un candidat commun au poste de Président de la Commission européenne avant les prochaines élections européennes. Après les débats du congrès, les délégués gardent surtout en tête la mise en garde du Président du SPD, Sigmar Gabriel, appelant à traduire la volonté de renforcer le PSE en politiques concrètes. Cela passe selon lui par l'élaboration d'un programme politique commun, et par une entente sur quelques thèmes européens que tous les partis membres doivent défendre en parallèle.

Mais comment concevoir un programme politique commun à 32 partis sociaux-démocrates et socialistes européens, qui ont tous des organisations et des intérêts différents ? Même si la plupart des acteurs concernés partagent la volonté de faire du PSE un parti politique et de renforcer la concertation et la coordination entre les partis membres, cela ne suffit pas à garantir la réussite de cette entreprise. Prendre acte de convictions communes et de perspectives politiques pour l'Europe sociale et démocratique constitue un projet ambitieux. Pour y parvenir, il faut procéder à une analyse en profondeur des positions de la famille sociale-démocrate, évaluer les priorités envisageables et convaincre la base des partis membres. Sur ces questions fondamentales, il faut en outre renforcer le dialogue avec les syndicats, qui constituent le partenaire stratégique décisif de la social-démocratie dans nos sociétés.

Plus encore : le défi que représente l'élaboration d'un programme politique commun intervient à un moment où les partis sociaux-démocrates subissent une pression considérable dans leurs pays respectifs : ils ne participent plus qu'à huit des vingt-sept gouvernements des Etats membres de l'Union européenne. L'évolution du paysage politique européen est marquée par des phénomènes parfois dramatiques de perte de confiance à l'égard des partis de gouvernement, auxquels s'ajoute la progression des partis populistes à droite et à gauche de l'échiquier politique. Dans de nombreux pays, la démocratie sociale ne signifie plus le mouvement politique social-démocrate. La nécessité de se démarquer à l'échelon européen coïncide avec la nécessaire refondation à l'échelon national.

Le présent document s'intéresse à la dimension européenne de ce double défi. Tout d'abord, il convient d'analyser ce qui réunit et ce qui divise les sociaux-démocrates en Europe. Sur cette base, trois séries de deux thèmes qui, du point de vue allemand, pourraient constituer les éléments clés d'un programme politique du PSE, seront identifiées. Enfin, ce document présentera l'idée d'une convention européenne sociale-démocrate qui fournirait l'enceinte principale pour engager ce débat de fond.

L'objectif de la politique européenne des sociaux-démocrates allemands devrait être une Union de la providence et de la sécurité. Dans ce document, nous nous concentrons d'abord sur les attentes en matière de participation démocratique et de perspectives d'intégration, ainsi que sur l'intégration économique et la dimension sociale. Dans le domaine de la politique de sécurité, il est avant tout nécessaire de défendre une politique d'intervention crédible, axée sur la prévention, d'assurer un emploi cohérent des instruments de politique étrangère afin de se doter d'une politique européenne propre en faveur de la paix, d'avoir une politique de défense commune relativement peu dispendieuse, et de prendre en compte les défis que constituent les aspects transfrontaliers de la sécurité intérieure. Le rôle de l'Europe dans le monde et la politique étrangère et de sécurité commune sont des sujets complexes, mais les discussions en cours nourrissent l'espoir de parvenir à dégager des solutions communes.

## Le point de départ : ce qui réunit et ce qui divise les sociaux-démocrates en Europe

La régulation de la mondialisation, et en particulier la poursuite de l'intégration européenne, offrent aux partis sociaux-démocrates un terrain politique crucial pour marquer leur identité : une action politique censée aller au-delà de la simple gestion des affaires courantes a besoin d'un projet que l'on peut décomposer en étapes. Deux objectifs peuvent constituer la base d'un tel projet : la garantie d'une prospérité durable, en dépit de la fragilité du marché mondial face aux crises, et la construction d'une Europe unie, prospère et paisible qui contribue à l'élaboration un ordre mondial plus juste.

Divers facteurs font toutefois obstacle à la rédaction d'un programme politique européen commun de la famille des partis sociaux-démocrates. A cet égard, la prise de conscience des sociaux-démocrates d'Europe de la nécessité d'une approche cohérente et coordonnée n'est pas en cause. Tout comme le groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen, le SPE travaille depuis des années à des initiatives visant à souligner nos points communs et à définir des positionnements concertés aussi bien dans l'activité politique au jour le jour qu'en préparation des élections européennes. L'élaboration d'un manifeste à l'occasion des élections au Parlement européen, soutenu par tous les partis membres du PSE, souligne bien l'intégration croissante d'un processus qui, pour la première fois en 2009, a représenté davantage que le plus petit dénominateur commun. Toutefois, l'établissement d'une stratégie politique européenne homogène doit encore franchir bien des obstacles, liés aux évolutions parfois divergentes des partis membres et de leurs environnements spécifiques. Cela apparaît en particulier :

- dans les profils différents des partis sociaux-démocrates et socialistes d'Europe. Ces partis diffèrent non seulement par leur histoire, l'organisation de leurs adhérents et leurs principes de fonctionnement, mais aussi par leur implantation dans une culture politique spécifique, un système électoral et un débat public dont le contexte varie également de manière considérable d'un pays à l'autre ;
  - dans la façon d'agir des partis dans des univers clairement distincts les uns des autres au sein du capitalisme de l'Etat providence. Les différences entre les modèles de production économiques et les principes d'organisation de la protection sociale imposent à la social-démocratie d'apporter des réponses spécifiques faites sur mesure pour les systèmes de chacun des pays ;
  - dans les attentes différentes des partis vis-à-vis d'un modèle social européen perçu comme normatif et de la finalité de l'Union européenne. Tandis que les uns réfléchissent à la perspective d'une Union politique conçue comme une entité fédérale, d'autres oscillent entre critique et rejet d'une européanisation croissante de domaines politiques essentiels.
- Face à ces aspects caractéristiques de la diversité des identités sociales-démocrates en Europe, on peut opposer le danger potentiel d'une séparation durable en diverses obédiences sociales-démocrates :
- La social-démocratie européenne est sur la défensive. Ainsi, dans leur grande majorité, les partis sociaux-démocrates et socialistes d'Europe sont confrontés à des défis identiques, et doivent réagir au même phénomène : la disparition de leur électorat et de leur base traditionnels. Tous doivent affronter la pression des nouveaux mouvements populistes de droite, des conservateurs modérés et des partis situés à la gauche des sociaux-démocrates. Ils partagent en outre un besoin urgent de remplacer la « troisième voie », qui a atteint ses limites, par une nouvelle narration sociale-démocrate qui permette à la fois de revenir aux valeurs fondatrices de la social-démocratie et de remettre en cause la prédominance de la pensée libérale, vestige de la période précédant la crise économique et financière, à laquelle il faut substituer un nouvel idéal social-démocrate.
  - La crise a mis au jour de façon brutale les faiblesses structurelles et les défaillances de l'intégration économique au sein de l'UE. Le souhait longtemps exprimé par les sociaux-démocrates de doter l'Europe d'une véritable dimension sociale, ne s'est pas réalisé. La coordina-

tion politique est insuffisante, les déséquilibres économiques sont extrêmes et les Etats membres s'enferment dans une course pour adapter leurs régimes de protection sociale à l'évolution des marchés ; ces réalités témoignent de la nécessité d'une nouvelle approche. A la recherche de solutions communes, il est intéressant d'observer que la distinction autrefois très nette entre les modèles scandinave, conservateur, libéral et rudimentaire de protection sociale s'estompe de plus en plus, les réformes politiques produisant entre elles des effets transnationaux, de sorte que les différentes options donnent de plus en plus lieu à des évolutions convergentes. On distingue ainsi un ensemble de caractéristiques structurelles nationales d'ordre économique, social et politique qui distinguent les Etats de l'UE – pris dans leur ensemble – des autres régions économiques du monde. Par comparaison avec le modèle économique américain ou avec l'évolution de la situation au Japon et en Corée, on pourrait notamment énumérer : un Etat fort et capable d'intervenir, un système de protection sociale basé sur l'impôt et les cotisations, des syndicats actifs, capables d'agir, et qui jouent un rôle dans l'organisation de la politique sociale, une conscience collective de l'importance de la justice sociale pour préserver la cohésion sociale, une culture politique dans laquelle les partis du mouvement social-démocrate ont leur place, un système juridique dans lequel s'inscrivent les droits sociaux fondamentaux et des éléments de démocratie économique, une tradition de gestion d'entreprise sur le long terme et la notion de responsabilité sociale liée à la propriété privée. Plus encore, on voit que partout en Europe les conséquences de la crise économique et financière, qui s'est depuis transformée en crise des finances publiques, ont été similaires : placée sous le signe de la dette publique, la prochaine décennie sera dans tous nos pays marquée par un régime de rigueur strict, qui menace de réduire gravement les marges de manœuvre de la politique et de l'action publique, mais qui peut aussi être l'occasion de prendre un nouveau départ en matière de coordination politique.

- La taille de l'UE, son importance et son implication croissante dans les domaines les plus divers de la politique des pays

membres, obligent à briser le tabou et à se poser la question de l'avenir de cette confédération d'Etats, et ne permettent plus de continuer simplement à s'en remettre à la force de l'intégration progressive de la « méthode Monnet ». Les citoyens d'Europe exigent de leurs acteurs politiques une ligne claire et des projets politiques convaincants. La social-démocratie a toujours été tournée vers l'international à travers son histoire ; elle a donc plus que tout autre mouvement le devoir de proposer sa propre vision d'un modèle social européen, projet au long cours, dont l'action politique immédiate doit être le reflet.

### **Les éléments clés d'une promesse sociale-démocrate pour l'Europe**

A l'interface entre politique intérieure et politique étrangère, l'UE n'est plus simplement aujourd'hui le principal point de référence des politiques étrangères nationales respectives de ses pays membres. Dans pratiquement tous les domaines, la politique nationale ne se conçoit plus que dans un contexte européen. Une Union européenne de la prospérité et de la sécurité, perspective crédible et objectif tenable au sens d'une démocratie sociale, se fonde sur la garantie commune d'une sécurité intérieure et extérieure, un espace économique à fort potentiel d'innovation, l'ouverture de larges perspectives pour la vie, la formation et la profession de tous les citoyens, une protection sociale avancée et une répartition équitable des risques. Avec son modèle politique, l'UE pourrait ainsi devenir un lieu de prospérité, de sécurité et de démocratie dans un monde multipolaire instable.

La voie qui conduit à cette vision est un parcours semé d'embûches – d'autant qu'elle revendique des valeurs nourries de démocratie sociale. Actuellement, l'UE a de grandes difficultés à se faire accepter par la population. Pour beaucoup de citoyens d'Europe, les institutions de Bruxelles sont trop éloignées, ne sont pas démocratiques, et apparaissent comme un cheval de Troie de la mondialisation, entièrement acquises aux thèses de la libéralisation et de l'ouverture des marchés. L'euro-scepticisme est aujourd'hui très répandu ; le rejet de l'idée européenne peut dès lors surgir rapidement dans son sillage. Nombreux sont donc ceux pour qui le salut passe à nouveau par un repli national. Pourtant, cette renaissance de

l'idée de nation n'offre plus aujourd'hui de solution aux problèmes concrets qui se posent dans un monde dans lequel le pouvoir s'est réorganisé à l'échelle mondiale, autour de nouvelles dépendances mutuelles. Le rayon d'action de la politique et les compétences en matière de réglementation requièrent un complément européen. L'Europe représente une forme d'Etat en mutation, dans laquelle sont apparues de nouvelles formes d'action interétatique, cosmopolite et sociétale.

Le projet d'un programme politique commun des partis sociaux-démocrates et socialistes d'Europe se fonde sur cette attente et ce besoin d'un récit qui nous rapproche les uns des autres. Il doit tenir compte des différences existantes, doit convertir la diversité d'approches, de situations et d'attentes en un fil rouge susceptible d'être suivi par tous, tout en donnant accès à un objectif ambitieux. Le risque est de dériver vers un compromis minimaliste qu'il faudra savoir reconnaître et déjouer. Du point de vue allemand, le récit social-démocrate de l'Europe devrait se construire autour des piliers suivants :

### **Formuler une perspective d'intégration**

#### **Une communauté démocratique de valeurs.**

La social-démocratie européenne défend les valeurs fondamentales que sont la liberté, l'égalité, la justice, le développement durable et la solidarité. Pour les garantir pleinement dans ce système européen à plusieurs niveaux, il faut développer la participation des citoyens. Le traité de Lisbonne, en renforçant le rôle du Parlement européen, a fait un pas dans la bonne direction, mais l'Europe doit également jouer un plus grand rôle dans le travail parlementaire des Etats membres. On pourrait oser davantage de démocratie en s'engageant avec détermination sur la voie d'une européanisation des parlements nationaux et des partis qui y sont représentés, des collectivités régionales et des partenaires sociaux. Les valeurs fondamentales sociales-démocrates doivent être garanties dans n'importe quel endroit de l'Union. Il faut mettre l'accent sur la compétence européenne pour endiguer les discriminations, imposer l'égalité des chances, l'égalité entre les sexes, et s'occuper des flux migratoires et de l'intégration. Dans le cadre de l'aide au développement et du soutien à la démocratie, la défense de nos valeurs démocratiques doit également être pré-

sente dans la gestion de nos relations internationales.

**Un Etat fédéral européen.** Les sociaux-démocrates européens doivent s'inspirer de l'idéal d'une Union politique. Il faut que la dynamique d'intégration économique soit durablement complétée par une plus forte composante sociale et démocratique. Il faut œuvrer pas à pas à la concrétisation d'une Europe démocratiquement constituée et organisée de façon fédérale, qui dispose d'un gouvernement responsable devant le Parlement sur la base d'une Constitution européenne. Il ne s'agit pas de donner naissance à un super-Etat centralisant toutes les compétences, mais à une République fédérale européenne dotée d'un Parlement à deux chambres, qui se caractérise par de nouvelles formes de prises de décision et d'échanges parlementaires transnationaux et supranationaux. Il faut permettre qu'un groupe de pays puisse engager, sans attendre d'être à 27, le long cheminement vers une République européenne ; Au lieu d'attendre que les derniers doutes vis-à-vis de l'intégration se dissipent, la politique sociale-démocrate devrait donner à l'Union les impulsions nécessaires à son essor démocratique.

### **Poursuivre l'intégration économique**

**Régulation de la concurrence.** La social-démocratie européenne doit défendre une réévaluation du rapport entre le marché et l'Etat, et s'attacher en particulier à la réalisation d'un nouveau projet de régulation dans le marché intérieur européen et au sein de l'Union économique et monétaire. Il faut mettre un terme à la course à la baisse des impôts, des salaires et des charges salariales en instaurant des normes minimales dans plusieurs domaines, au profit d'une perspective de développement de l'ensemble de l'Europe. La priorité doit aller à la régulation du marché financier européen et à la compensation des écarts socio-économiques en Europe. Pour y parvenir, il faut institutionnaliser une coordination étroite des politiques salariales entre les partenaires sociaux et instaurer des mécanismes de redistribution s'appuyant sur la création d'un budget central, disposant de ses propres recettes fiscales, et d'une assurance chômage européenne. Une coordination économique européenne renouée de fond en comble devrait placer à côté de la politique monétaire unique de la zone Euro une gestion macroé-

conomique qui fasse intervenir toute la palette du policy mix entre les Etats membres, les partenaires sociaux et la Banque centrale.

**Développement écologique durable.** La social-démocratie européenne soutient le rôle de l'Europe à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique. Les objectifs quantifiés communs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'augmentation du rendement énergétique et de développement des énergies renouvelables doivent déboucher sur davantage d'actions concrètes de la part des Etats membres. A moyen terme, une réorganisation presque entière du modèle actuel de production et de mobilité est nécessaire, avec, en perspective, la réalisation d'une nouvelle croissance sociale. Si nous voulons éviter la catastrophe climatique et renforcer le leadership de l'Europe sur le marché des technologies vertes, il est indispensable d'impulser une politique industrielle et énergétique écologique et des investissements dans la recherche sur les matières premières alternatives, les procédés de production durables et la mobilité écocpatible. La social-démocratie européenne doit être particulièrement attentive aux conséquences sociales du renchérissement de l'énergie, des matières premières et de la mobilité, ainsi que d'une industrialisation écologique dans les pays en développement et les pays émergents.

### Renforcer la dimension sociale

**L'Union sociale européenne.** Au sein de l'UE, la social-démocratie européenne doit accorder la priorité à l'aspect jusqu'ici négligé de l'intégration sociale. L'Union sociale européenne doit être placée au même plan que les projets du marché intérieur et de l'Union économique et monétaire. Il ne s'agit pas d'unifier les systèmes de protection sociale, mais de s'entendre sur un pacte de stabilité sociale qui constitue un cadre contraignant de coordination européenne. Le cadre commun de politique sociale devrait en particulier permettre de coordonner le montant des salaires minimums, des dépenses sociales et des investissements dans l'éducation. Les situations de départ sont différentes entre les anciens et les nouveaux pays membres, en particulier ceux du centre et de l'est de l'Europe. Tandis qu'en Europe de l'ouest, l'objectif est de garantir notre pérennité, les sociaux-démocrates d'Europe centrale lut-

tent pour affirmer leur position et développer leurs systèmes de protection sociale. Afin d'éviter que certains Etats ne soient dépassés et que d'autres n'aient à craindre une baisse de leur niveau de protection sociale, tous les objectifs politiques de l'Union sociale doivent être définis en fonction des performances économiques respectives des Etats membres. Cette évolution entraînerait automatiquement une répartition des compétences entre les institutions européennes et les régimes de prévoyance autonomes des Etats nationaux. Pour permettre à la démocratie économique de s'imposer en Europe, les activités économiques transfrontalières doivent être davantage soumises aux droits des salariés dans toute l'Europe. Au fur et à mesure que l'intégration des marchés progresse, la loi doit garantir aux salariés les droits de participation et de codétermination au niveau transnational. Pour cela, le dialogue social et les comités d'entreprise européens devraient être renforcés à tous les échelons et un cadre juridique européen devrait être imposé pour les discussions et les négociations tarifaires entre les partenaires sociaux, incluant notamment un droit de grève européen.

**Une Europe ouverte sur le monde.** La social-démocratie européenne devrait concevoir les politiques d'immigration et d'intégration comme des sujets clés et transversaux des politiques économiques et sociales européennes. Elles touchent à la culture politique de la communauté, et devraient être organisées à l'échelon européen dans le cadre d'une initiative concertée relative à l'intégration et à la gestion de l'immigration. Il est nécessaire de rappeler que l'Europe n'est pas seulement une communauté économique, mais aussi une communauté de valeurs. L'égalité de traitement sur les marchés du travail, la lutte contre les discriminations et l'intégration sociale et éducative doivent être les moteurs de l'action politique à l'égard des migrants. Face aux évolutions économiques et démographiques, il faut élaborer un projet communautaire pour l'immigration du travail, qui ouvre en particulier aux salariés qualifiés la possibilité d'immigrer durablement en Europe, et leur confère de vastes droits en matière de mobilité au sein de l'UE. Les réfugiés doivent pouvoir bénéficier d'un environnement juridique amélioré et d'offres d'intégration complètes. Une politique migratoire européenne efficace devrait toujours inclure et favoriser l'amélioration de la situation dans les pays d'origine des migrants.

### Vers les fondamentaux : ouverture d'une convention sociale-démocrate européenne

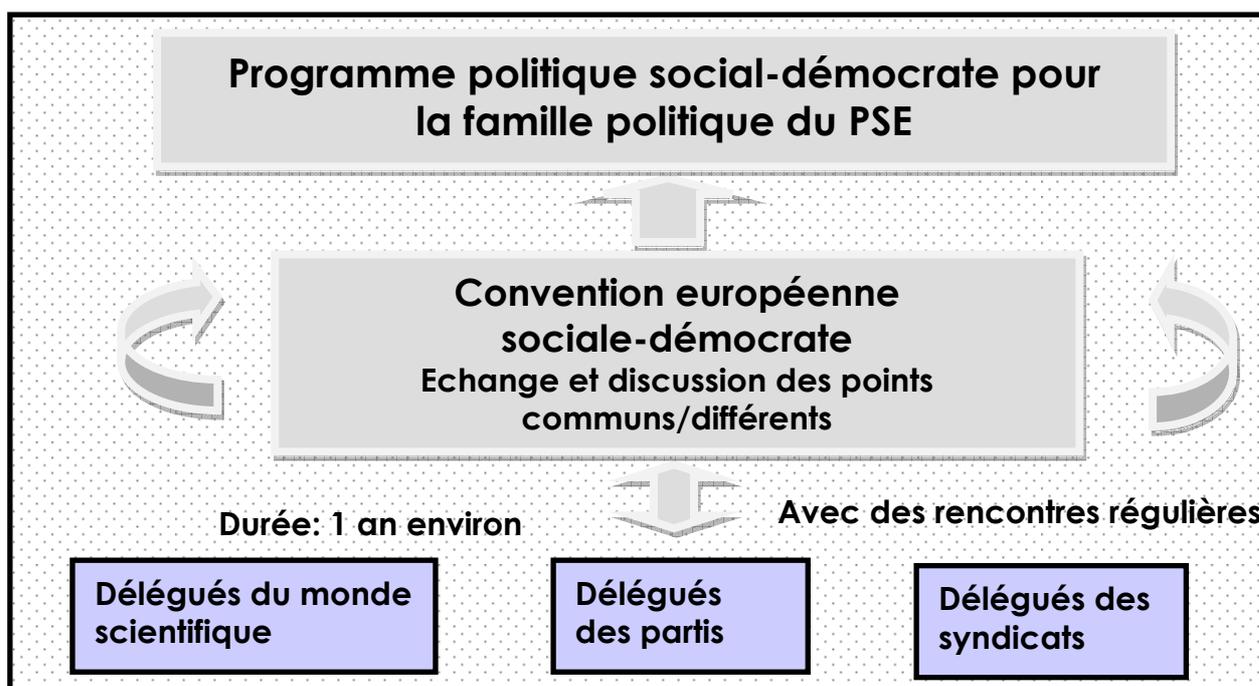
Un programme politique ne peut être convainquant que s'il naît à l'écart de l'action quotidienne des partis, si l'on vérifie que les sujets qu'il aborde relèvent bien des thèmes « fondamentaux », s'il ne masque pas les conflits mais parvient au contraire à concilier les traditions nationales et les principes communs et envisage sur cette base des objectifs à plus long terme.

Dans ce processus d'élaboration, il est indispensable de procéder à une analyse plus approfondie des points communs et des différences entre les sociaux-démocrates en Europe. A cet effet, une convention européenne sociale-démocrate pourrait être créée, au cours de laquelle, pendant un an environ, des représentants des partis et des membres actifs des différents échelons fonctionnels rencontreraient à intervalle régulier des personnalités du monde scientifique, des syndicats et des organisations et institutions pertinentes pour la social-démocratie, pour débattre et définir la teneur du programme politique du PSE. On garantirait ainsi le caractère « fondamental » de la démarche, on impliquerait les bases des partis et pourrait débattre des conflits possibles autant que de besoin (voir diagramme). Les premiers éléments clés d'un programme politique pour-

raient tout d'abord être lancés par les dirigeants des partis, puis discutés par les militants. Ensuite, la convention européenne pourrait être mise en place et aboutir à une adoption définitive avant 2013. La perspective d'un tel calendrier permet une démarche en plusieurs étapes avant l'échéance des prochaines élections européennes.

C'est en étant unis que les sociaux-démocrates en Europe pourront concrétiser leur ambition de contrôler le processus d'eupéanisation et de mondialisation. Les défis économiques, sociaux et écologiques du XXIème siècle sont de nature transfrontalière. Accepter ces défis transnationaux et les relever par la voie sociale et démocratique constitue une mission collective de l'ensemble des partis sociaux-démocrates et socialistes d'Europe. Dans leurs paysages politiques nationaux respectifs comme au sein des familles politiques européennes, eux seuls sont en mesure d'accomplir cette mission de haute importance. L'objectif d'un programme politique commun jette les bases de ce projet européen, et devrait avoir des répercussions positives sur le positionnement et l'image de nos partis dans leurs arènes politiques nationales respectives.

**Diagramme : création d'une convention européenne sociale-démocrate**



L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES.

Responsable de la publication : Peter Gey,  
directeur du bureau parisien de la FES

**Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site**

<http://www.fesparis.org/publications.php>

**L'expérience norvégienne – Un quota de femmes dans les conseils d'administration**

Aagoth Storvik et Mari Teigen, décembre 2010

**La modernisation de la formation professionnelle en Allemagne,**

Christine Ante, juillet 2010

**Redéfinir le périmètre du SPD**

Matthias Machnig + Karsten Rudolph, juin 2010

**Gouvernement économique européen et coordination des politiques salariales – la crise de la zone euro appelle des réformes structurelles**

Klaus Busch, mai 2010

**Le bon capitalisme et ce qui devrait changer après la crise**

Sebastian Dullien, Hansjörg Herr et Christian Kellermann, avril 2010

**Les bases d'une stratégie européenne de prospérité durable**

Groupe de Travail sur l'Europe, avril 2010

**Les sociaux-démocrates d'Europe face à la crise**

Werner Perger, mars 2010

**Les parties écologistes en Europe ; évolution et perspectives**

Saskia Richter, janvier 2010

**Les syndicats en Allemagne: Organisation, contexte, enjeux**

Heiner Dribbusch, janvier 2010

**La nouvelle Ostpolitik allemande et la politique européenne de voisinage**

Annegret Bendiek + Jürgen Neyer, août 2009